



Union Départementale du Cher

8 Place Malus

18000 BOURGES

Tél 02 48 21 24 79

Mail cgt.ud.cher@wanadoo.fr

www.ud18.cgt.fr

RETRAITES, EMPLOIS, SALAIRES SONT LIÉS

La retraite est un enjeu de société

L'espérance de vie augmente, tant mieux ! Les progrès de ces dernières décennies permettent d'alléger les souffrances au travail, d'améliorer la santé, de démocratiser l'accès au savoir et à la culture... Ils ont été imposés par les luttes. Nous ne voulons pas d'un recul de société. Nous refusons de sacrifier encore plus de nos années de vie en bonne santé, alors que des millions de gens sont sans travail et n'ont que précarité et chômage comme perspective. La productivité a considérablement augmenté depuis

trente ans, mais c'est le patronat qui se goinfre avec les bénéfices. Pour les salariés, c'est le stress, le chantage à l'emploi, la peur du lendemain, le harcèlement, les suicides. Notre société souffre des licenciements, de la précarité, des bas salaires, du chômage, des discriminations, de la casse des acquis sociaux... La retraite nous y tenons plus que tout, car c'est une nouvelle vie de liberté, sans contrainte d'exploitation. Nous avons acquis ce droit par une vie d'études et de travail.

La retraite par répartition est un choix collectif de solidarité intergénérationnelle.

Celle-ci est fondamentale car elle engage la responsabilité réciproque entre les actifs et les retraités. Nous voulons une société solidaire, juste, équitable et humaine ! Il faut continuer la mobilisation pour contraindre à l'abandon du projet de loi sur la retraite et imposer :

- La retraite à 60 ans à taux plein.
- L'arrêt de l'allongement de la durée de cotisation.
- La reconnaissance de la pénibilité par un départ anticipé.
- La reconquête et l'amélioration des droits familiaux.
- La réindexation des pensions sur les salaires et la réévaluation de celles-ci.
- Le retour aux dix meilleures années de référence pour le privé.
- Le maintien des régimes spéciaux et ceux de la fonction publique.
- La suppression des réformes antérieures de 1993, 2003 et 2007.

Augmentation générale des salaires et pensions

Des millions de salariés et de retraités vivent avec moins que le SMIC. 13 % de la population française vit en dessous du seuil de pauvreté, avec moins de 950 € par mois. Parmi ces familles, la moitié vit avec moins de 773 € par mois. Pendant ce temps, les entreprises accumulent des milliards de profits, les distribuent aux actionnaires et leurs dirigeants continuent à s'octroyer des stock-options et des parachutes dorés, tout en nous disant qu'il n'y a plus d'argent pour l'emploi, les salaires, la santé, la retraite, la protection sociale...

Les profits doivent servir à augmenter l'ensemble des salaires et à fixer le SMIC et les pensions à un minimum de 1 600 euros par mois. Il faut stopper les exonérations patronales, la défiscalisation des heures supplémentaires, les cadeaux fiscaux aux grosses fortunes...

L'augmentation générale des salaires et pensions est un des éléments forts pour financer le système de retraites par répartition.

L'emploi au service de tous



Reculer l'âge de la retraite, c'est aggraver le chômage, en particulier des jeunes, et c'est casser le rôle social que jouent les millions de retraités dans les familles, les associations... Pour les patrons et les dirigeants du pays, l'emploi, les salaires, la protection

sociale sont uniquement des variables d'ajustement pour gonfler leurs profits.

Depuis des décennies, ils décrètent des plans «sociaux», des fermetures d'entreprises, des délocalisations, des suppressions d'effectifs dans le public, des fermetures d'hôpitaux, de services publics...

Depuis deux ans, le système capitaliste mondial est en crise. Le gouvernement a donné aux banques et aux grosses entreprises des centaines de milliards, et, dans la même période, plus d'un million d'emplois privés et publics ont été sacrifiés en France.

Il faut arrêter cette politique inhumaine, destructrice d'emplois et de services publics, qui ferme l'avenir à des millions de jeunes et aggrave nos conditions de vie. L'emploi est un investissement pour l'ensemble de la société.

Il est possible de le développer durablement pour une société solidaire, juste et écologique. Les licenciements boursiers et les délocalisations doivent être interdits, les services publics doivent être développés pour répondre aux immenses besoins de santé, d'éducation, de culture, de recherche, d'industrialisation, d'écologie, de transports....

Tous en grève et manifestation

le SAMEDI 6 NOVEMBRE 2010

BOURGES

14 h 30 Place Séraucourt

VIERZON

10 h 30 Forum République

ST-AMAND MONTROND

10 h 30 Place Jean Girault

LA GUERCHE S/ AUBOIS

11 h 00 Place du Gal de Gaulle

Bulletin d'adhésion à la CGT

NOM

Prénom

Age Tél

Adresse

Profession Entreprise

A retourner à l'Union Départementale CGT du Cher 8 place Malus 18000 BOURGES

Tél : 02.48.21.24.79 - Fax : 02.48.21.24.89 - Email : cgt.ud.cher@wanadoo.fr